

# L'école à l'ère du temps continu

● Les initiatives se multiplient pour introduire l'horaire continu à l'école. Comme pour les crèches, la Suisse a beaucoup de retard à rattraper. Les demandes des parents se font toujours plus pressantes

Anne Fournier, Zurich

A l'école jusqu'à 18 heures. Pour apprendre, vivre ensemble, mais aussi faciliter la vie professionnelle de papa et maman. D'ici à la rentrée 2008, les 1500 élèves de primaire ou de jardin d'enfants de la ville de Zoug pourront disposer d'un repas et d'un encadrement jusqu'en fin de journée. Les semaines s'organiseront en fonction des besoins des élèves, soit avec un service «à la carte». L'offre parascolaire coûtera aux parents intéressés quelque 250 francs par année. Un personnel pédagogique particulier sera engagé. Le financement – encore impossible à estimer – reposera en grande partie sur les épaules de la ville. «Nous devons réagir à une demande de plus en plus forte», explique Jürg Kraft, chef des écoles.

Les initiatives d'«horaire bloc» ou «horaire continu» ou «école de jour» se bousculent ces derniers mois en Suisse alémanique. L'une des dernières en date: le parlement de Saint-Gall a accepté en première lecture une modification de la loi promulguant dès 2008 des blocs à horaires fixes en matinée avec offre obligatoire de repas dans chaque commune. Mi-mars, c'est le gouvernement bernois, dans son projet de loi en révision, qui présentait l'introduction d'horaires blocs et le développement des écoles à journée continue pour «rapprocher l'école obligatoire des besoins des familles».

Surtout, le programme «Harmos», promu par la Conférence des directeurs de l'instruction publique, stipule que la journée scolaire est organisée en cours bloc – soit avec les mêmes horaires de début de classes – et qu'il «existe une offre appropriée de structure de jour».

Dans les cantons romands, les démarches existent également mais sont plus discrètes. «Il est faux de parler de Röstigraben», estime Norah Lambelet



Krafft, coordinatrice du Bureau romand de l'Association suisse des écoles à horaire continu (EHC). «La grande différence se situe au niveau de l'organisation. En Suisse alémanique, beaucoup repose sur l'organisation scolaire elle-même. En Suisse romande, le parascolaire s'est développé en marge, comme le GIAP (Groupe intercommunal pour l'accueil parascolaire) à Genève ou l'APEMS à Lausanne.» Quoi qu'il en soit, l'essentiel est fait dans les grandes villes et n'est pas assez contraignant, clament des parents.

La Suisse a du retard sur ses voisins européens.

Aujourd'hui seulement quelque 70 écoles disposent du modèle d'horaire continu, soit une école offrant un enseignement, un accueil et une prise en charge des enfants après les cours, selon l'EHC. «Oui, des progrès sont enregistrés, mais l'offre reste trop inégale entre les régions», estime la conseillère nationale bâloise Silvia Schenker (PS), présidente de l'Association des EHC.

Une association qui fête cette année ses 20 ans et s'est créée avec les premiers tests d'horaire continu en Suisse alémanique. Pour marquer cet anniversaire, elle va réclamer des horaires continus sur l'ensemble du territoire à l'occasion de son assemblée générale, le 24 mai prochain. «Parce que c'est le moment de faire s'accélérer les choses.»

Le débat existe depuis une vingtaine d'années en Suisse. L'intervention des organisations économiques a été déterminante dans la sensibilité nouvelle accordée à cet enjeu. Economiesuisse a déjà réclaté des infrastructures pour que les femmes puissent jouer, dans l'éco-

nomie, le rôle dont celle-ci a grand besoin. Il y a deux ans, le laboratoire d'idées Avenir Suisse encourageait la démarche des horaires continus, en insistant sur des initiatives venues des communes. Enfin, la revue *La Vie économique* relève dans sa dernière édition que la Suisse reste, pour l'activité professionnelle des femmes, parmi les Etats «non

**La Suisse, parmi les Etats non interventionnistes, «encourage de facto l'inégalité»**

interventionnistes, encourageant de facto l'inégalité». Selon les données disponibles, en particulier l'enquête 2005 sur la population active menée par l'Office fédéral de la statistique, on estime que 21 000 femmes souhaitant travailler en sont empêchées par le seul manque de structures d'accueil pour leurs enfants.

La concrétisation de cette idée se heurte à des blocages. Comment payer? Comment répartir le frais? Mais aussi à des retenues pédagogiques: n'est-il pas bénéfique à l'enfant de rentrer durant la pause de midi pour partager ce moment avec ses parents et donc de jouir de suffisamment de temps à cet effet. Du côté des en-

seignants, on prend acte des modifications sociales de ces dernières années et des mesures qu'elles appellent, note Jacques Danielou. Pourtant le président de la Société pédagogique vaudoise ne cache pas des appréhensions de la part du personnel enseignant. «A midi, certains redoutent une surcharge de stress avec des horaires continus ne laissant que peu de temps pour respirer, aussi aux enfants. Et puis, les rôles ne sont plus clairement définis.» Bref, les profs ne sont pas tous prêts à faire le pas, à de plus en plus prendre en main l'éducation des enfants.

Au niveau politique, la conviction est partagée, à gauche comme à droite: l'école doit mieux respecter la vie des parents et faciliter la conciliation avec leur activité professionnelle, voire assurer des repères à l'enfant. Plusieurs motions pour privilégier le parascolaire ou analyser les besoins ont été déposées sous la Coupole à Berne ou dans les parlements cantonaux comme dans ceux de Vaud (notamment pour aboutir à la loi sur l'accueil de jour de l'enfance et à la Fondation pour l'accueil de jour de l'enfance) ou de Genève. Les principales objections face aux structures d'accueil parascolaire, comme récemment au parlement saint-gallois, viennent de l'UDC. Certains représentants veulent rappeler le «rôle normalement dévolu à la mère».

## De quoi parle-t-on exactement?

Les divers modèles de prise en charge répondent à des termes qui prêtent parfois à confusion. Essai de clarification.

● **L'«horaire bloc»** est l'une des modifications promues par Harmos et qui est déjà en vigueur dans plusieurs communes. Tous les élèves commencent et terminent leur matinée à la même heure, avec un service de repas facultatif à disposition. L'objectif est de faciliter l'organisation des parents qui ont plusieurs enfants. L'enfant travaille «en bloc» jusqu'en début d'après-midi, avec une courte pause pour le repas de midi selon le modèle anglo-saxon. C'est la formule privilégiée à Vissoie, en Valais.

● **La «Tagesschule»** ou école à journée continue repose sur un service assuré par l'école cinq jours par semaine. L'enfant entre le matin par exemple aux alentours de 7 h 30 et ressort en fin de journée. Cours, prise en charge parascolaire, tout est assuré par l'école.

● **Le système du «Hort»** ou garderie organisée en marge des écoles concerne par exemple 6700 enfants dans la ville de Zurich, sur 26 000 écoliers. L'offre de prise en charge après les cours est adaptable selon les besoins. A Genève, le GIAP (Groupe intercommunal pour l'accueil parascolaire) et, à Lausanne, l'APEMS (Accueil pour écoliers en milieu scolaire) ont une organisation similaire. A. F.

## En Valais, pionniers et résistants

Un projet d'horaire continu fait des remous dans la commune de Nendaz. Les urnes auront sans doute le dernier mot

Révant au futur développement de Brigue grâce à la prochaine ouverture du Lötschberg, la présidente de la ville valaisanne, Viola Amherd, évoquait l'autre jour diverses initiatives pour attirer de nouveaux habitants. «Nous voulons développer dans les écoles des offres d'accueil des enfants durant toute la journée», expliquait-elle par exemple.

Pourtant, en Valais, de telles innovations ne sont pas toujours applaudies, loin de là. On le voit en ce moment à Nendaz, où la discussion fait rage.

«Les femmes qui travaillent toute la journée peineront à s'organiser pour s'occuper de leur enfant l'après-midi, explique une mère de famille. Par ailleurs je tiens beaucoup au moment passé avec ma fille lors de la pause de midi.»

Cette interlocutrice fait partie des nombreux citoyens de la

commune qui ont manifesté leur hostilité au projet d'horaire continu que la commission scolaire a présenté au village réuni le 18 avril dernier. Au programme: une heure de pause à midi, avec repas en cantine pour un montant avoisinant les 4 francs, et fin des cours vers 14 h 30.

**Même les enfants domiciliés dans le village préfèrent manger pour 2 francs ou 2,50 francs à la cantine**

Pour l'heure, si l'on en croit le site internet de consultation, c'est plutôt «non» du côté des habitants. «Beaucoup de gens ne veulent pas voir le développement de l'école, regrette Yves-Alain Fournier, le président de la commission scolaire. Pourtant nous devons jongler avec cinq centres scolaires, des effectifs en diminution et, pour certains enfants, d'importants déplacements en bus.»

L'argent économisé côté trans-

ports devrait permettre d'assurer une cuisine de qualité. La décision se prendra certainement via un vote populaire l'automne prochain.

Le projet de Nendaz s'inspire de l'exemple pionnier de Vissoie dans le val d'Anniviers. Depuis 1991, des enfants sont pris en charge du matin jusqu'en début d'après-midi. On voulait surtout à l'époque éviter aux écoliers d'interminables allers-retours en bus.

Depuis lors, au centre scolaire de Vissoie, aucune infrastructure parascolaire n'accueille les enfants une fois les préaux abandonnés. «Les gens ont accepté ce changement de rythme, observe Geneviève Constantin, directrice de l'établissement. Ici le cadre social, la qualité de vie permettent cette démarche. Après six heures de classe, l'enfant a aussi besoin de changer d'air.»

Une chose est sûre: l'horaire continu de Vissoie est un succès. Même les enfants domiciliés dans le village même préfèrent manger pour deux francs ou deux francs cinquante à la cantine.

En 1991, lors du vote de consultation auprès des parents, les partisans du nouveau régime n'avaient eu gain de cause qu'à une seule voix de différence. A. F.

## «Ne pas culpabiliser les mères»

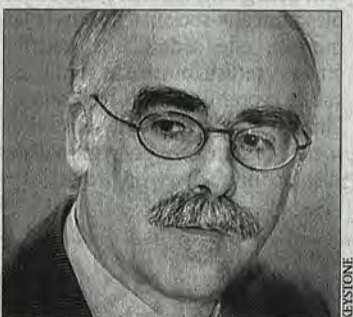
Walter Herzog, responsable de la section Psychologie pédagogique à l'Université de Berne, s'exprime sur l'évolution de la prise en charge des enfants en Suisse

**Le Temps: Comme spécialiste de l'éducation, quel est votre regard sur les changements qu'affrontent les structures scolaires suisses?**

**Walter Herzog:** Les écoles à horaire continu ou à journée continue offrent des résultats convaincants en France et en Angleterre. La Suisse a du retard. Les activités professionnelles des parents exigent que l'on offre un suivi parascolaire. On constate déjà un manque important de crèches en Suisse. La structure de prise en charge doit être revue.

**– L'école doit donc reprendre un rôle éducatif jusqu'ici assuré par les parents?**

– Evitons de schématiser. Au XIXe siècle, l'école était plutôt vue comme une concurrente de la famille. Les rôles se sont modifiés. Il serait idéologique de définir les fonctions des uns et des autres comme certains le font avec les mères en leur rappelant «leur rôle». Le monde économique a



Walter Herzog: «Il faut trouver les moyens de faciliter la vie au quotidien.»

besoin des femmes, c'est une réalité. Maintenant il faut trouver les moyens de faciliter la vie au quotidien. Faire en sorte que ces structures deviennent des choses normales. Que l'on évite d'entretenir un sentiment de culpabilité chez les mères.

**– N'oubliez-t-on pas le principal intéressé, l'enfant et son bien-être?**

– L'école de jour ne devrait pas être une obligation, mais rester une offre qui s'adapte aux besoins. Le principal désavantage pour un enfant est de rentrer à la maison et de ne y trouver personne. Il y a de plus en plus de familles monoparentales ou avec un seul enfant. Dans ces situations, les contacts sociaux que l'école peut favoriser sont des bienfaits. Cela dit, il est primordial que la

prise en charge extrascolaire, qu'il s'agisse de sport, de devoirs surveillés ou d'autres activités, soit assurée par des professionnels et non des aides sans formation adéquate. Les communes ne doivent pas oublier cet aspect lorsqu'elles refondent leurs structures: les enfants ont droit à un entourage de qualité.

**– Nombre de structures parascolaires ont été pensées pour faciliter la vie des parents. Y a-t-il un modèle pour le bien de l'enfant?**

– Difficile d'avoir un modèle, surtout dans un pays comme la Suisse. Mais les horaires bloc ne suffisent pas s'ils ne sont pas accompagnés d'offres annexes puisqu'ils laissent l'enfant seul. L'important est d'offrir un suivi complet pour les familles qui veulent en disposer.

**– Les partisans des structures de jour assurent que celles-ci favorisent l'égalité des chances et l'intégration des enfants d'origine étrangère. Qu'en pensez-vous?**

– Là, je suis un peu sceptique. Il est vrai que de nombreuses différences existent à l'école en Suisse selon les couches sociales et que cela doit être revu. De là à dire qu'une structure d'accueil peut devenir un facteur d'intégration...

Propos recueillis par A. F.